

Pierre-André Taguieff¹

Être français : une évidence, un « je-ne-sais-quoi » et une énigme²

Périodiquement, lorsqu'on redécouvre que l'identité française a perdu sa valeur d'évidence, on se met à en parler abondamment, avec inquiétude. Phénomène éclairé depuis longtemps par ce célèbre proverbe russe : « On ne parle jamais tant de vodka que lorsqu'il n'y a plus de vodka. » La différence entre l'identité française et la vodka, c'est que celle-ci existe indépendamment de celui qui en boit, alors que celle-là n'existe que pour celui qui y croit. Cette croyance se traduit par un sentiment spécifique. Comme le notait Julien Freund dans *L'Essence du politique* (1965), « un peuple reste ce qu'il est aussi longtemps qu'il garde le sentiment de former un tout individuel et singulier ». La question du sentiment national est redevenue la question de l'heure. Ce qui est aujourd'hui ébranlé, c'est ce sentiment fondamental d'une continuité, donc d'une permanence dans le temps, attribuée à l'individu collectif nommé « la France ». Or, le sens d'une continuité culturelle est le socle de l'identité française. La vodka, quant à elle, est dépourvue d'un tel socle, son origine n'étant plus qu'un argument de vente. Dans les deux cas cependant, le sentiment d'un tarissement ou d'une disparition prochaine pousse à en dire quelque chose, sur le mode de la nostalgie ou celui de l'espoir. Un espoir de renaissance de l'identité française, alors qu'elle semble s'évanouir par le double effet de la globalisation des échanges et des migrations de masse. « Aujourd'hui la conservation du peu qui reste devrait devenir presque une idée fixe », écrivait Simone Weil dans *L'Enracinement*. Conserver, c'est prendre en charge un héritage, se soucier d'une continuité. Cet impératif de conservation est devenu une condition de survie. Il redonne de

¹ Philosophe, politologue et historien des idées, directeur de recherche au CNRS. Derniers livres parus en 2015 : *La Revanche du nationalisme. Néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe*, Paris, PUF ; *Pensée conspirationniste et « théories du complot »*, ebook, Toulouse, Uppr ; *Une France antijuive ? Regards sur la nouvelle configuration judéophobe. Antisionisme, propalestinisme, islamisme*, Paris, CNRS Éditions ; *L'Antisémitisme*, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? ».

² Une première version de ce texte, moins développée, a été publiée dans *L'Express*, n° 3338, 24-30 juin 2015, p. 52.

l'espoir. À une époque où les inquiétudes semblent aspirées par le désespoir, cet espoir fragile s'impose comme le seul motif de résister au nihilisme. Il constitue le nouvel espoir des désespérés.

Quand une identité nationale est perçue comme menacée ou perdue, tout peut s'en dire, selon l'idée qu'on s'en fait. Pourtant, on hésite à dire clairement ce qu'on en pense. Il n'est pas facile de traduire en concepts des affects imprégnés d'imaginaire. Peut-être ne pouvons-nous pas en dire grand-chose parce que nous aurions trop à en dire. Et ainsi, nous nous exposerions à des reproches contradictoires, paraissant à certains trop nationalistes, à d'autres pas assez patriotes. Le cercle vicieux formé par l'autocensure et la peur de la censure interdit la parole libre. Faire référence à « la France » est déjà suspect, dès lors qu'il convient de célébrer la « diversité », nouvelle appellation du pays à la fois rêvé et légal, cette « France plurielle » imaginée pieusement selon les valeurs en cours (le changement, l'échange, la multiplicité, le mélange).

De récentes enquêtes de l'INED et de l'INSEE ne portent plus sur la population française, mais sur « les populations vivant en France métropolitaine », et ce, en vue de mesurer les phénomènes appelés intégration et discrimination. Les invocations politiques de « la République », de son unité et de son indivisibilité, sont démenties par la reconnaissance croissante de la « diversité », c'est-à-dire, en clair, de la société pluriethnique ou multiraciale que serait devenue la France aux yeux des élites. On connaît la conclusion politique tirée par la gauche « antiraciste » des résultats desdites enquêtes, une conclusion déjà présente dans les présuppositions de la position du problème : l'intégration fonctionne mal parce que la discrimination fonctionne trop bien. Depuis la fin des années 1960, on a pris l'habitude, dans le jargon des sciences sociales engagées, d'appeler le phénomène « racisme institutionnel », ou parfois « racisme systémique », soit un racisme présent dans toutes les dimensions de la société globale.

Pour les nouveaux ennemis politico-intellectuels de la France, cette dernière n'est qu'une machine à exclure, stigmatiser, discriminer. Elle se réduit à une société intrinsèquement « raciste ». Disons criminelle, s'il est vrai que le racisme est un délit qui conduit au crime. Il s'ensuit qu'elle ne mérite pas d'exister. Il faut donc la détruire. Projet de ceux qu'on appelle, faute de mieux, des « radicaux », qui se disent « antiracistes » et « antifascistes ». Objectif de ceux qui, naïfs et vaniteux, se transfigurent eux-mêmes en nouveaux « Résistants ».

Dans l'univers des élites, le mot « France » est devenu un terme dénué de référence précise, un terme sémantiquement flou. C'est qu'il n'agrège plus un ensemble de croyances fortes. Si en effet ce qu'on appelle « la France » n'est en réalité qu'une zone géographique où se déploie, comme partout, de la « diversité » (et corrélativement du « mélange »), alors l'on se saurait lui attribuer une unité, une homogénéité et une stabilité, même relatives, sans être accusé de donner dans l'illusion « essentialiste », qui consiste à figer et réifier ce qui est intrinsèquement fluctuant, mouvant et diversifié. Les traits particuliers de la nation France s'effacent en même temps que l'idée de sa mission propre ou de son destin

singulier. Une nation sans héritage ni horizon cesse d'être une nation. On comprend que les nouveaux fanatiques de l'universel abstrait, qui habitent le pays légal, veuillent se passer à tout pris de cette France supposée résiduelle et criminelle.

Se percevoir et être perçu

Être français, c'est d'abord se percevoir comme tel, ensuite être perçu comme tel. En novembre 1956, après avoir rendu visite à Céline, l'historien et critique allemand Armin Mohler rapporte cette réaction de l'écrivain-pamphlétaire : « Les Français ? Mais ils n'existent plus ! Je suis le dernier Français. » Pour Céline, les Français, à quelques exceptions (dont lui-même), étaient devenus des « afro-asiates », ils avaient donc changé de nature par l'effet de métissages successifs, liés à ce que l'écrivain percevait comme une invasion et une colonisation à rebours. Cette conviction idéologique (« nous ne sommes plus nous-mêmes ») s'accompagne du sentiment douloureux d'une perte irrémédiable, qui se confond avec celui d'une dépossession territoriale, d'une rupture de continuité et d'une aliénation culturelle (« nous ne sommes plus chez nous »). La réponse de Céline, que bien des Français affligés d'aujourd'hui sont tentés de réitérer en l'enveloppant de nouveaux nuages de fantasmes mais aussi de certains constats empiriques, présuppose une certaine idée de ce que c'est que d'être français, par opposition à tout autre mode d'existence nationale. Une idée normative, qui en général reste floue. Ou simplement dissimulée.

Les réponses possibles à la question « Qu'est-ce qu'être français ? » sont à la fois nombreuses, contradictoires, confuses et triviales. Car la formulation même des questions identitaires classiques est devenue suspecte : dans la question « Qui sommes-nous ? », le « nous » est aujourd'hui problématique, tandis que dans la question « D'où venons-nous ? », la référence à l'origine, en tant que telle, est perçue comme une « dérive » raciste. À vouloir éviter à tout prix de sombrer dans l'essentialisme ou le racisme, on s'interdit de répondre à la question posée, tout juste bonne à être déconstruite. La question « Qu'est-ce qu'être français » continue pourtant d'être posée dans les médias et de susciter des réponses, savantes ou non.

Considérons tout d'abord les réponses avancées par les optimistes, les partisans du « tout va bien ». Elles oscillent entre la simple possession d'une carte nationale d'identité à l'inventaire complaisant des grands ancêtres, des merveilles de la langue française, des particularités du terroir, des périodes de gloire ou de misère ainsi que des héros ou des grands hommes de la nation, en passant par le rappel pieux des nobles principes de la devise républicaine (liberté, égalité fraternité), complétés par les dernières valeurs en cours (laïcité, solidarité, etc.). Réponses toutes insatisfaisantes. Le formalisme juridique est ici de peu de secours, et sert surtout d'argument à ceux qui sont en mal d'argument. C'est précisément un travers de l'esprit français – qui existe donc – que de s'engager

dans des ratiocinations sans fin sur des questions juridico-politiques. Le culte du procédural conduit par exemple, comme chez Jürgen Habermas saisi par la repentance à la mode allemande (post-nazie), à substituer la citoyenneté à la nationalité, afin de réduire le patriotisme, jugé suspect, au pur respect d'un corpus de règles de coexistence et de solidarité. Les patries, les nations et les peuples sont traités comme des entités à la fois illusoires et dangereuses, pour les « dérives » dont on les soupçonne. Il faut donc les rejeter ou les redéfinir de fond en comble, en commençant par les vider de leurs contenus historiques, réduits à un « poids » entravant la marche en avant – le Progrès. L'homme mobile du présent doit se délester de tout héritage pour pouvoir participer à la course universelle.

Revenir au réel, c'est d'abord écarter le voile de la « diversité », ensuite ne pas étouffer le questionnement sous le poids des discussions juridiques. Être français, cela s'hérite, s'accorde, se mérite, se prouve, se construit, s'approfondit, s'imité ou se simule, parfois même se dissimule. De plus en plus nombreux sont ceux qui, pourtant fiers d'être Français, n'osent plus s'affirmer comme tels. Quant au nombre de ceux qui se ne sentent pas Français bien que possédant la nationalité française, il ne cesse de croître. Paysage confus, qui a cependant le mérite d'attirer l'attention sur la complexité de la question. Quant aux critères permettant de distinguer clairement les « vrais » Français des « faux », les « authentiques » des « inauthentiques », ils restent à définir, si la chose est possible. Bien entendu, sans les béquilles juridiques indispensables à tout pense-menu, qui, selon George Berkeley, ne peut penser qu'en réduisant, rétrécissant et rabaissant tout.

En dépit des critiques ironiques qu'elle ne cesse de susciter, la vieille distinction nationaliste entre les « Français de papier » et les « Français de souche » réapparaît à l'occasion de chaque débat. Comment, par exemple, fixer clairement la frontière entre la « réussite » et l'« échec » de l'assimilation (ou de l'intégration, de l'insertion, etc.) des étrangers ou des Français d'origine étrangère ? Comment comprendre la supposition ordinaire qu'un Français peut être plus ou moins français, ou plus ou moins « bon français » ? Il y a deux manières de faire disparaître la question épineuse : lui dénier toute légitimité ou dissoudre l'objet qu'elle thématise dans autre chose. Dans le monde des intellectuels français, trois positions semblent se dégager sur la question de l'identité française.

La position « inexistentiale »

De l'identité française, les intellectualistes arrogants, les gauchistes intellectualisés et les professionnels de la « pensée critique » ou de la « déconstruction » sans fin annoncent triomphalement qu'elle n'existe pas, qu'elle n'est qu'une « construction » douteuse ou une fiction trompeuse, et par là dangereuse, voire haïssable. On reconnaît le geste idéologique que Marcel Gauchet a baptisé naguère, ironiquement, l'« inexistentiale ». D'une façon générale, les identités collectives sont dénoncées comme des illusions

« essentialistes », qu'il s'agit de dissiper. Il n'y a donc pas à s'interroger sur les modes d'existence de telles fictions nuisibles : nations, cultures, ethnies, civilisations, etc. Ni sur les besoins psycho-sociaux qu'elles satisfont. De telles fictions seraient en réalité des constructions provisoires, des produits instables de « métissages » permanents ou d'« hybridations » incessantes. Les historiens les étudient dans une seule perspective : leur « création » ou leur « invention ». Inventions ou créations historiques, les identités nationales ne sont pas seulement épinglées pour leur contingence. Elles seraient avant des illusions dangereuses, à dénoncer comme telles. C'est là un travers ordinaire des intellectuels occidentaux qui, depuis les années 1970, s'exercent pieusement à faire disparaître les objets qu'ils n'aiment pas ou qui ne font pas partie de leur paysage mental.

Le nouveau péché capital selon l'orthodoxie idéologique, c'est l'« essentialisme ». Depuis longtemps, l'idéologie dominante s'avance sous les couleurs de la « critique », elle prétend incarner l'esprit critique ou la pensée critique, en se réclamant de l'autorité, pourtant douteuse, des sciences sociales. L'accusation d'« essentialisme » joue ici le rôle d'un rasoir d'Occam modernisé. Elle est l'arme symbolique de destruction massive à la portée de tout militant gauchiste plus ou moins cultivé, de tout polémiste se réclamant de la gauche. Un programme unique s'est imposé aux adeptes dogmatiques de la déconstruction généralisée : déréaliser, désontologiser, désubstantialiser, fluidifier. La peur de l'essentialisme les a conduits à aller jusqu'au bout du relativisme radical, jusqu'à faire disparaître le réel. S'interroger sur l'identité française, ce serait se risquer sur la pente glissante qui mène au pire, c'est-à-dire au nationalisme, donc à la xénophobie, et ce, jusqu'au racisme. Descente aux enfers sur terre. Point d'identité française en effet sans référence au national et au sentiment national. Or, pour les intellectuels critiques et déconstructeurs, la « nation » se réduit à un chaudron de sorcière, à une réserve ténébreuse de « vieux démons » toujours prêts à renaître (nationalisme, xénophobie, racisme, colonialisme). Et, corrélativement, l'identité nationale n'est qu'un mythe, supposé intrinsèquement dangereux. En quoi la pensée hypercritique, banalisée à la fin du XX^e siècle et ainsi devenue vulgate à l'usage du grand public « culturel », s'avère une pensée aussi paresseuse que phobique. Elle est vouée à dénoncer et à détruire, au nom du Bien.

La foi républicaine-patriotique ou la dénationalisation du national

D'autres intellectuels (de gauche ou de droite), qui se veulent « patriotes » et « républicains » – mais dénoncés avec virulence par les précédents comme « nationalistes » ou « réactionnaires » –, s'emploient naïvement à célébrer ladite « identité française » en sélectionnant ses traits positifs les plus remarquables, censés représenter autant d'« apports », aussi précieux qu'indispensables, à « la civilisation universelle », en référence aux Lumières ou à la Révolution française. Ils les énumèrent pieusement en croyant ainsi répondre à la question faussement simple « Qu'est-ce que l'identité française ? », en espérant pouvoir affronter enfin

la difficile question « Qu'est-ce qu'être français ? ». C'est-à-dire : « Qui sommes-nous ? », avec l'arrière-pensée « Qui désirons-nous être ? ». Leur réponse est attendue : être français, c'est être républicain, c'est-à-dire accepter inconditionnellement et avec l'enthousiasme requis les abstractions sublimes de la devise républicaine. La question « Qui sommes-nous ? » se redéfinit normativement : « Que devons-nous être ? ». En sous-tendant qu'il s'agit d'être à la hauteur des principes.

C'est là cependant déplacer le problème : les nobles principes étant universalisables, on les retrouve ailleurs que dans la religion civile de la France moderne, d'où la multiplication des identités républicaines (réelles et possibles), ce qui oblige, par une comparaison systématique, à définir la spécificité française de l'identité républicaine. La question devient : « Quelle est *notre* identité républicaine ? » Quoi qu'il en soit, par de tels exercices d'admiration « nostrocenriques », ces intellectuels se classent parmi les héritiers du vieux progressisme républicain, postulant que, chez les Modernes, « la nation » est le cadre obligé de la démocratie, et ils font gloire à la France de 1789 d'avoir inventé la formule. Retour du patriotisme par la porte de derrière. Et comme il n'y a que des preuves d'amour de la patrie, il leur faut chanter en chœur la Marseillaise, preuve d'amour à la portée du premier venu qui la fredonne du bout des lèvres. L'égalitarisme est sauf. En quoi ils restent « nationalistes », certes avec modération (avec un grain d'europhéisme) et en se gardant de revendiquer l'étiquette devenue sulfureuse. Ils sont universalistes, voire internationalistes, sans être partisans du cosmopolitisme postnational, qui demeure l'apanage des élites mobiles vivant dans le village global.

Diluer l'identité française

Une troisième catégorie d'intellectuels est repérable dans les milieux militants de gauche et d'extrême gauche en quête d'une « nouvelle France », d'une France future, refondue, améliorée, sans frontières fixes ni « Français de souche », qu'ils imaginent comme devant se fondre dans un tout d'ordre supérieur (de l'Europe à la planète). Ces intellectuels néo-progressistes, révolutionnaires, internationalistes ou « altermondialistes », s'engagent sur la voie d'une utopie de refonte ou d'un réformisme radical, impliquant une rupture avec la tradition nationale/républicaine. Ils refusent le principe nationaliste d'une France culturellement homogène et d'une nation souveraine, rêvent d'une humanité métissée, d'hybridation culturelle et de société pluriethnique, « ouverte » sur le monde. Ils communient dans une redéfinition politiquement correcte de l'identité française, réduite à une forme locale d'un « vivre ensemble » normatif universellement partageable, que résume cette formule sloganique : la « France plurielle et métissée », à l'image du « monde possible » dont ils rêvent. Les nouvelles « belles âmes » sautent comme des cabris en criant « l'ouverture !

l'ouverture ! » tout en dénonçant les « crispations » des peuples qui ne veulent pas disparaître.

Entre le culte de la « diversité » et celui du mélange salvateur, il faut pourtant choisir. Mais les utopistes n'ont cure de la contradiction entre la norme différentialiste et l'impératif mixophile. « La diversité dans le mélange » : c'est ainsi qu'on pourrait définir l'idéal auto-contradictoire dont ils dessinent les contours flous. Cette « France plurielle et métissée » ressemblerait tant à n'importe quelle nation également « plurielle et métissée » qu'elle n'aurait plus lieu d'exister. Engloutissement dans un monde postnational, toutes frontières abolies. L'unité tant rêvée de l'espèce humaine se réaliserait ainsi, au terme d'une hybridation polymorphe. Tel est l'objet métaphorique d'un désir d'avenir fonctionnant déjà comme un cliché dont s'est emparé le discours publicitaire, célébrant le métis nomade à l'identité variable dans un monde sans frontières. L'humain de demain.

La grande illusion des idéologues du postnational consiste à croire aux prophéties de la fin des territoires, des identités et des souverainetés nationales, qui ont toutes été démenties par la réalité historique. L'autre prophétie démentie est celle de l'entrée dans un âge postreligieux, où les croyances religieuses résiduelles, soumises à la sécularisation, seraient totalement individualisées et pacifiées, donc en voie de disparition.

Lorsque surgit un problème de société lié d'une manière ou d'une autre à l'immigration, et qu'il est pris au sérieux par des personnalités visibles ou par un parti politique, sa formulation provoque aussitôt certains réflexes conditionnés. On assiste alors dans l'espace public à un déferlement de clichés accusatoires tels que « repli identitaire » ou « crispation identitaire », « refus de l'Autre », « frilosité », « fermeture », et bien sûr à une dénonciation virulente et médiatiquement orchestrée de l'« intolérance », de la « xénophobie » et du « racisme ».

Sombre avenir

La lucidité est loin d'être le propre des experts ou des penseurs patentés. Interrogé le 13 juillet 2010 dans un quotidien catholique sur l'état de la France, le général Piquemal, ancien commandant de la Légion étrangère, faisait cette mise au point saisissante :

« La France est un pays en déclin. Elle a perdu sa crédibilité dans le monde en tant que grande puissance. Cette France perd son âme et son identité. Le débat sur l'identité nationale a été un redoutable échec pour ceux qui l'avaient organisé. Sur le fond il avait d'excellents fondements mais sa finalité a eu le but inverse à celui qui était recherché. Un pays multiculturel, multiracial, métissé, ne peut l'être que si les personnes qui constituent la France depuis l'origine ne deviennent pas minoritaires. Nous sommes en train d'évoluer vers cette France ouverte à tous. Notre pays a peur de son passé, de son histoire. On recule devant tout, nous

sommes dans un état de repentance permanente. La fierté disparaît au profit de la gèneuflexion. Les repères ont disparu, la société est déliquescence et les médias qui font l'opinion arrivent à conditionner le pays et à orienter la politique de nos dirigeants. Le pouvoir médiatique façonne les esprits, les mentalités et les plus hautes autorités de l'État sont dépendantes de la presse. »

De janvier à décembre 2015, les attentats islamo-terroristes perpétrés sur le sol européen par des jihadistes de toutes origines et les agressions sexuelles de masse en Allemagne, au Danemark, en Autriche, en Finlande, en Suisse ou en Suède, commises par des immigrés originaires de pays musulmans (et souvent demandeurs d'asile, non sans abus, quand ils sont Algériens ou Marocains), signent la fin de l'utopie multiculturaliste et de l'angélisme immigrationniste qu'elle présuppose. On redécouvre à l'occasion que les individus humains ne sont pas échangeables ni déplaçables à volonté, parce qu'ils ne sont pas des entités abstraites, mais des êtres enracinés dans leurs cultures respectives. En se déplaçant, les cultures ne disparaissent pas, elles s'érodent ou se corrompent. Les migrations font souvent de ces enracinés des déracinés qui n'ont plus rien à perdre, voués au ressentiment. Donc des individus dangereux. On peut légitimement craindre qu'une Europe ouverte à une immigration de masse par des élites irresponsables soit vouée à se disloquer, voire à disparaître. Ces élites du pouvoir et de la culture qui, au nom de la « tolérance » et de l'accueil de « l'Autre », ouvrent la porte à des millions de migrants d'origine extra-européenne, se disent avec fierté « humanistes » et « progressistes ». Le « progrès » qu'elles invoquent signifie un appel à l'autodestruction, car les invités ne sont pour leur part, dans leur majorité, ni « humanistes » ni « progressistes ».

Aujourd'hui, en France, le « progressisme » est devenu le drapeau des élites du pouvoir ou de la contestation qui n'ont plus qu'un projet : démanteler toujours plus la nation française, sans se soucier du désespoir de ceux qui aiment la France, c'est-à-dire qui croient qu'elle incarne un destin collectif. La dialectique négative qui a saisi le « progressisme » a pour effet imprévu de conférer au « conservatisme » le sens et la valeur d'une forme de refus du désespoir. Voilà pourquoi le « conservatisme », mot qu'il faut débarrasser des couches de confusion déposées par un long mésusage, est devenu une promesse. Il faut désormais choisir entre un conservatisme post-progressiste, qui reste à penser, et la plongée dans le nihilisme, masqué par les formules creuses des stratégies cyniques et des imbéciles heureux que sont les optimistes aveugles.

L'identité française en nous

« L'identité est le diable en personne, et d'une incroyable importance », notait Ludwig Wittgenstein. Sa démonie tient à ce qu'elle est insaisissable, toujours autre qu'elle n'est pour qui la définit. Disons qu'elle semble trompeuse, productrice de faux-semblants et de malentendus. Entité individuée assimilable à un individu collectif, mais supra-individuelle, irréductible à une simple collection

d'individus, l'identité collective résiste à toute approche conceptuelle. Il n'y a toujours pas de science de l'individuel, en quoi l'on ne saurait s'étonner du fait que les identités nationales ne soient pas objets de science. En toute identité collective, le « ce qu'elle est » ne cesse de nous échapper. Mais ce n'est pas là une preuve de son inexistence. Le fait qu'elle résiste à la conceptualisation n'implique nullement qu'elle n'existe pas. Nous percevons ou sentons qu'elle est, sans savoir ce qu'elle est. Elle est pensable, pour ainsi dire à la limite, sans être pour autant concevable d'une façon claire et distincte. Indéfinissable en elle-même, inconcevable, une identité collective quelconque existe sur un mode particulier, dans le monde des croyances et des représentations sociales : elle est le nom qu'on donne à la présupposition d'existence de tout groupe humain, dont la singularité échappe à l'analyse conceptuelle.

Chacun peut faire l'expérience que permet un voyage un peu prolongé à l'étranger ou un exil provisoire : notre identité, ce je-ne-sais-quoi qui va de soi, se transforme en objet de nostalgie qui gagne en netteté et distinction. Le détour donne un équivalent de définition positive à l'identité collective, sur le mode de l'imaginé et du ressenti. Disons simplement qu'une identité collective, ethnique, culturelle ou nationale, est à la fois existante et ineffable. On pourrait s'en tenir là, et cesser les bavardages pour ou contre. Mais le bruit de fond de l'univers médiatique continue. Les Modernes sont enclins à traiter le mystère comme une énigme à résoudre. La pensée calculante veut des explications causales, des mesures précises, des quantifications. L'indéfinissable exaspère le besoin de déchiffrer les énigmes. La pensée discutante prend la relève. Quant à l'indicible ou l'ineffable, il est abandonné avec mépris aux mystiques, jetés dans les « poubelles de l'Histoire ». L'esprit progressiste est impatient. Il veut voir clair à tout prix, sans attendre.

Nous sommes en permanence conviés à nous exprimer, à communiquer, à dialoguer ou discuter sur la question des identités collectives. Qu'on la nie, qu'on la reconnaisse, l'assume ou la célèbre, l'identité française reste présente dans l'esprit public. Elle semble tenir en laisse, malgré nous et en dépit de son obscurité reconnue, nos débats et nos controverses, qui donnent à la vie démocratique son intensité, c'est-à-dire sa force de séduction. Sans ces figures du « je-ne-sais-quoi », sans ces notions floues qui nous orientent et nous inspirent, la vie humaine perdrait son sens et son attrait.

* *